



La transition dans les territoires bretons

Contribution des Conseils de développement à la contribution citoyenne bretonne, en vue de la COP 21

PREAMBULE

Instances représentatives de la diversité des acteurs locaux, les Conseils de développement sont des interlocuteurs permanents des élus à l'échelle des Pays, des Agglomérations et des Métropoles. Ils s'attachent à participer à la construction des politiques territoriales, à penser le développement durable des territoires, en éclairant les réflexions des décideurs par le biais d'avis et de préconisations.

Ils ont vocation à :

- ✓ mobiliser, décloisonner et fédérer durablement en son sein les acteurs locaux
- ✓ faciliter les échanges, les débats publics et participatifs, le brassage des idées et des points de vue, vecteurs de développement et d'innovation
- ✓ favoriser tout particulièrement l'émergence de démarches innovantes et prospectives
- ✓ participer au processus de décision
- ✓ contribuer à la construction d'une citoyenneté renouvelée en favorisant l'implication de la population dans sa diversité (jeunes, actifs,...)

- ✓ former ses membres et informer plus largement la société
- ✓ se faire l'écho des évolutions sociétales et relayer les besoins et les propositions des citoyens

Constatant qu'il est essentiel de promouvoir, au-delà de son principe, la réalité de la démocratie participative, les Conseils de développement bretons se sont organisés en réseau. Ce réseau vise à :

- promouvoir les pratiques de démocratie participative,
- croiser les regards : échanger sur les expériences et mener des initiatives communes,
- optimiser les relations avec les partenaires.

Alors que la COP21 se prépare à Paris, le Conseil régional de Bretagne et le Conseil économique et social environnemental régional ont choisi de saisir différents acteurs bretons – dont les Conseils de développement, afin de construire une contribution citoyenne bretonne, autour des enjeux de la transition environnementale et énergétique.

Les Conseils de développement, en s'appuyant sur leurs travaux pré-existants, ou en s'appropriant le



sujet ont choisi de répondre collectivement à cette sollicitation. Ainsi, chaque Conseil de développement, dans la limite de ses moyens, a été invité à définir les enjeux, les opportunités et les menaces de la transition sur son territoire. Les Conseils de développement ont également choisi de souligner les dynamiques existantes et à l'œuvre dans les territoires. Ces dernières montrent bien que si l'urgence et le chemin à parcourir restent entiers, de multiples initiatives émergent ou existent, ne demandant qu'à se déployer. La transition est donc déjà en marche sur les territoires bretons.



LA TRANSITION DANS LES TERRITOIRES, UNE NOTION PLUS LARGE QUE LES ENJEUX ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES

La notion de « transition », associée aux questions environnementales, est souvent abordée d'un point de vue énergétique puis climatique.

Pour les Conseils de développement, cette transition, nécessaire, doit être appréhendée de manière plus globale et transversale dans les territoires.

Ainsi, pour **le Conseil de développement du pays de Guingamp**,

« Il est surprenant de limiter les interrogations aux aspects climatiques et énergétiques. Il y a bien urgence sur ces points, mais il faut aller plus loin. La transition est globale : elle est aussi économique, démocratique,... »

Si la transition doit être appréhendée sous divers angles, c'est bien pour répondre à la crise. Ainsi, dans **le pays de Morlaix**, le Conseil de développement souligne que

« Face au dérèglement climatique et aux dégradations subies par les écosystèmes, une transition vers des modèles économiques et sociaux plus respectueux de l'environnement semble à la fois indispensable et porteuse d'opportunités, notamment en terme d'innovations techniques et sociales permettant une déconcentration des productions de nourriture et d'énergie en même temps qu'une préservation des ressources naturelles et un droit à vivre dans un environnement sain. »

Cette transition est donc aussi une opportunité, de poser un regard nouveau sur notre façon d'appréhender le territoire, et les politiques locales.

Ainsi, pour **le Conseil de développement du pays de Lorient**, cette transition modifie le rapport au monde :

« Nous allons passer vers un autre type de rapport au monde qui d'ailleurs se construit au-delà de toutes considérations. Il s'invente au quotidien dans l'économie du partage, l'usage de l'informatique [...] sous des formes qui peuvent se résumer dans la fameuse "troisième révolution industrielle" de Rifking mais qui ne s'y arrête pas nécessairement. Elle se retrouve aussi dans les concepts liés à "l'économie du bonheur" et sans doute une volonté démocratique plus forte. »

La transition nécessite donc des expérimentations ; elle s'appuie sur trois piliers complémentaires : une évolution des modes de vie et des pratiques, une évolution des politiques publiques, et enfin, une façon nouvelle d'appréhender les territoires et les enjeux – ce que les Conseils de développement s'efforcent de faire, en s'appuyant sur le dialogue avec la diversité des acteurs locaux - .

Le Conseil de développement du pays d'Auray souligne ainsi

« la nécessité de réfléchir autrement à nos modes de transport, à nos modes de vie, à nos modes d'urbanisation du territoire, et plus globalement, à son fonctionnement intrinsèque. »

Pour **le Conseil de développement de l'agglomération briochine et du pays de Saint-Brieuc**,



« La transition énergétique et écologique apparaît comme une réponse à la crise actuelle. Cette crise d'abord financière, puis économique, écologique et sociale, invite la société à remodeler ses pratiques, son mode de développement. Cela passera nécessairement par l'expérimentation et le développement de façons de produire et de vivre plus économes, en ressources naturelles et financières. »

Ainsi, un autre point commun ressort de ces diverses définitions, c'est la nécessité **d'économiser, et de préserver les ressources**, quelles qu'elles soient.

Pour le Conseil de développement du pays de Brocéliande,

« Réduire collectivement la facture énergétique le sujet est important car les enjeux concernent à la fois le court terme et le long terme, le collectif autant que l'individu »

Enfin, comme le dit **le Codespar – Conseil de développement économique et social du pays et de la métropole de Rennes**,

« La transition relève de nouvelles formes de développement, moins énergivores et gourmandes en matières premières, plus respectueuses de l'environnement, et collaboratives. Elle combine préservation des ressources naturelles et de l'environnement, et levier de développement et d'attractivité. »

Nouvelles formes de développement, réponse à la crise... Si les Conseils de développement abordent la transition avec une vision globale, c'est-à-dire faisant écho tant aux urgences environnementales, climatiques et énergétiques, ils ont également conscience que cette transition concerne plus globalement l'ensemble des pratiques individuelles (les modes de vie), mais aussi les choix collectifs, au

travers des politiques publiques. La transition ne peut en effet s'appréhender de manière sectorielle. Comme le souligne le Conseil de développement de la métropole et du pays de Brest,

« Cette notion de transition évoque une modification des habitudes, des choix budgétaires, le renforcement du travail en réseau pour transformer une situation de vulnérabilité en opportunité de développement durable. »

Ces regards croisés des territoires sur la notion de transition éclairent l'importance des enjeux pour la Bretagne.

LA TRANSITION, DES ENJEUX FORTS POUR LES TERRITOIRES BRETONS

Les Conseils de développement n'ont que rarement abordé précisément les impacts du changement climatique, sur les territoires.

En revanche, leurs connaissances des territoires leur ont permis d'identifier un certain nombre d'enjeux, de fragilités ou d'opportunités, liés à la raréfaction des ressources économiques, écologiques, énergétiques.

Des enjeux forts identifiés dans le bâtiment

La problématique du bâtiment, notamment du logement ancien énergivore, est particulièrement prégnante ; elle est soulignée de manière unanime dans les divers territoires bretons. En effet, ce secteur est tout à la fois grand consommateur d'énergie, et émetteur de gaz à effet de serre.

Les risques liés à cette problématique sont nombreux, et notamment:

- du point de vue de l'attractivité des territoires : par le déclassement du parc immobilier qui n'aura pas été réhabilité
- du côté de l'aménagement du territoire : une pression sur la demande en logements neufs, qui pourrait induire un renforcement de l'étalement urbain.
- Du point de vue des ménages : la hausse de la précarité énergétique, qui constitue également un facteur impactant le bien-être mais également la santé des habitants.

Dans le pays de Brocéliande,

La rénovation thermique de l'habitat constitue une question majeure de société et doit s'inscrire dans

une trajectoire de développement durable, en lien avec une approche prospective de l'aménagement du territoire. Sans cela, le risque est grand de voir se développer la précarité énergétique, qui intervient sur le bien-être des personnes, et la préservation de leur santé. »

Le pays de Saint-Malo compte 60 000 logements construits avant 1975. Une grande partie de ces logements ne répond plus aux exigences actuelles (réglementation thermique). Cette question de rénovation est donc centrale, pour accueillir la population et répondre à la demande sans s'appuyer uniquement sur la construction de logements neufs. Il s'agit donc de permettre à la population d'intégrer de l'habitat ancien, en prévoyant un accompagnement à la rénovation. A défaut, les problématiques de précarité (énergétiques, économiques, sociales) ainsi que la pression de la demande en logement neuf (risque d'étalement urbain) pourraient encore être renforcées.

À Rennes, le Conseil de développement souligne

« qu'au-delà du logement, ces enjeux concernent les bâtiments industriels, les commerces, les administrations, les établissements d'enseignement, les bureaux... Cette dernière cible de bâtiment est l'objet d'une dynamique de réflexion au CODESPAR depuis 2 ans, qui vient de rendre ses conclusions. »

La transition représente également une opportunité pour les territoires :

- Maintien voire développement du marché de la rénovation, permettant un maintien des emplois dans le secteur du bâtiment et de la rénovation, dans un contexte pas toujours propice à l'investissement
- C'est également une opportunité pour accompagner la montée en compétences des artisans et salariés de ce secteur.

- Pour les ménages, une réduction de leur facture énergétique

Dans le pays de Guingamp comme ailleurs, le passage à des logements BBC voire "à énergie positive" aura des conséquences positives sur les enjeux énergétiques-climatiques mais aussi sur le coût des énergies pour les consommateurs, ainsi que sur les emplois nécessaires à la rénovation ou la construction.

Des enjeux dans les transports

Le deuxième secteur à enjeux identifié est celui des transports, avec des marges d'améliorations possibles sur les technologies autant que sur les pratiques. Dans la plupart des pays bretons, à l'instar du pays d'Auray ou de Saint-Brieuc, la densité de population ne permet pas le fort développement du transport en commun ; des alternatives à la voiture individuelle peinent à se développer. L'aménagement du territoire mené depuis de nombreuses années et favorisant l'étalement urbain et la séparation des activités, des services et des zones d'habitat se faisant au profit de la voiture. Toutefois, un travail sur les pratiques (covoiturage, autopartage, services numériques et à distance, développement des modes actifs dans des territoires de proximité...) peut être mené, et permettre de trouver des alternatives à la voiture individuelle.

Si des politiques peuvent être menées localement (service de location de vélo, amélioration de la desserte en transports en commun), l'appropriation par la population et la modification des habitudes pourraient apparaître à moyen terme. Il n'en reste pas moins que sans articulation avec les politiques d'urbanisation et d'aménagement de l'espace, ces alternatives sont vouées à rester minoritaires.

Au niveau régional, la réduction des déplacements par la route passe également pour les infrastructures ferroviaires. C'est ainsi que les Conseils de

développement des pays de Pontivy, Centre-Bretagne, Saint-Brieuc et Auray, se sont mobilisés en faveur de la réouverture de la ligne ferroviaire Nord-Sud. Dans un premier temps, cette ligne apparaît comme une alternative nécessaire au développement du fret, à fortiori dans un contexte de saturation de la gare rennais. A plus long terme, les Conseils de développement plaident pour du transport de voyageurs et faciliter les échanges entre le nord et le sud Bretagne.

Autre enjeu identifié dans les transports, celui de leur coût qui s'accroît pour les ménages, renforçant également le risque de précarité énergétique.

« Les transports à l'échelle du Pays de Brest et la rénovation du parc immobilier revêtent également une importance particulière et notamment la lutte contre la précarité énergétique des ménages modestes résidant dans les communes périurbaines. »

Un littoral fragilisé par l'érosion et la montée des eaux, menace pour l'aménagement du territoire ?

Des changements climatiques à mieux anticiper

Dans le pays d'Auray, la protection du trait de côte et des cordons dunaires face à l'érosion apparaît comme une priorité.

Le pays de Vannes est largement tourné vers la mer. Les communes littorales sont exposées aux effets de risques de submersion marine. Le Conseil de développement préconise une meilleure identification du rapport risque/bénéfice des travaux et aménagements qui pourraient être menés sur le littoral.

Dans le pays de Saint-Malo, les documents de prévention des risques pourraient impacter fortement l'urbanisation du territoire : si le plan de prévention des risques et de sauvegarde est appliqué tel quel,



le développement de la partie rétro littorale de la baie du Mont St Michel pourrait être fortement freiné et impacter le reste du territoire, en entraînant des reports de développement sur les territoires limitrophes. »

Le territoire du pays de Brest est peu habitué aux périodes de canicules, mais les structures urbaines le rendent vulnérables aux fortes précipitations. Même si la côte est majoritairement rocheuse, l'élévation du niveau de la mer, conjugué à l'érosion du littoral, constitue une vraie menace (cumul forte houle, fort coefficient de marée, élévation du niveau des eaux).

Dans le pays de Saint-Brieuc, le Conseil de développement a préconisé à plusieurs reprises de mieux anticiper les impacts du changement climatique sur le territoire : sur le littoral, mais aussi sur l'agriculture, les cours d'eaux,... Cette question n'est abordée que partiellement localement, alors même que les enjeux seront cruciaux.

Une façade maritime importante, une belle opportunité pour développer des énergies marines renouvelables

De nombreux pays bretons ont une façade maritime, et soulignent ainsi le potentiel que représente, pour la Bretagne, le développement des énergies marines renouvelables.

Plusieurs Conseils de développement évoquent ainsi les opportunités de ces énergies renouvelables (à Brest, Saint-Malo, Vannes ou Saint-Brieuc), mais également les nécessaires débats qui doivent vivre autour de ces questions.

A Saint-Brieuc par exemple, le Conseil de développement a souhaité que le parc éolien offshore de la baie de Saint-Brieuc soit approprié plus fortement par le territoire, afin d'inscrire cette production d'énergie renouvelable dans le cadre d'un projet de développement cohérent et global du territoire.

Dans le pays d'Auray, également, des débats sur l'utilisation des énergies renouvelables ont toute leur place sur la scène locale, notamment avec la possibilité de développer l'hydrolien sur les espaces côtiers.

Les opportunités et les enjeux pour l'économie locale

Toujours en termes d'opportunités, les Conseils de développement sont nombreux à souligner que la transition peut également être un facteur de développement économique.

Ainsi, dans le bassin rennais, le CODESPAR identifie la transition comme une possibilité de :

- Développer les filières et les entreprises :
 - o Répondre à la crise économique par le positionnement des entreprises sur des offres innovantes et différenciantes, par le maintien de leur compétitivité, par la relance du secteur du BTP grâce à la rénovation énergétique du bâti
 - o Réussir la mutation des filières socles par le développement d'un nouveau modèle de développement économique et social : nécessité d'identifier les relais de croissance conciliant performances économiques, impératifs environnementaux et bien-être social
- Renforcer l'attractivité du territoire
 - o Conforter et développer le rayonnement de la recherche, pour l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles entreprises. »

Dans le pays de Fougères, le Conseil de développement identifie une nécessaire mobilisation du territoire, pour faire face aux enjeux :

« la non-prise en compte des enjeux climatiques et énergétiques pourrait se traduire par une augmentation des risques de précarité énergétique

pour les habitants et un accroissement des menaces notamment sur le plan économique. Si au contraire le territoire se mobilise, la transition énergétique pourrait donner lieu à des créations d'emplois et engendrer un nouveau modèle de développement. »

Dans d'autres territoires, comme dans le pays de Saint-Malo, le développement économique pourrait également se trouver impacté, par un rapport nouveau à inventer vis-à-vis des ressources locales. En effet, de nombreuses ressources du territoire sont valorisables tant du point de vue environnemental (valorisation énergétique, production agricole, conchyliculture) que d'un point de vue économique (production d'énergie, activités touristiques, agricoles et maritimes). Les produits de la mer présentent un potentiel intéressant à développer : cultures marines, crépidules, rejets de coquillage, algues... La valorisation de ces potentialités énergétiques constitue un formidable levier de développement économique, tout en participant à la préservation de l'environnement.

La Bretagne est également une importante région agricole. Ce secteur économique contribue, par ses pratiques, à l'absorption des gaz à effet de serre. Mais c'est également un grand producteur ; il se trouvera également impacté par les mutations, climatiques et économiques. A Vannes, par exemple, le Conseil de développement identifie la modification de la production agricole suite aux changements climatiques, ainsi que la nécessaire prise de conscience des élus et de la population pour une acceptation des mutations.

Toujours au niveau agricole, de nombreux territoires se mobilisent en faveur des circuits courts et d'une agriculture raisonnée, moins consommatrice de ressources. C'est ainsi le cas à Guingamp, Brest, Centre Bretagne, à Dinan, Saint-Brieuc, ou encore dans le pays du Trégor Goëlo.

C'est ainsi que plus globalement, plusieurs Conseils de développement identifient la transition comme étant une opportunité pour développer l'autonomie

économique et énergétique des territoires. Ainsi, le **Conseil de développement de la métropole et du pays de Brest** souligne que

«Etre autonome et produire localement constitue un enjeu fort, puisque par exemple plus de 93% de l'énergie consommée dans le territoire est importée. »

Les enjeux du vivre ensemble : une transition pour une approche plus collective, plus collaborative

Toutefois, les enjeux de la transition ne se limitent pas à une approche climatique et économique. C'est le Conseil de développement du pays du Centre Ouest Bretagne qui le souligne :

« Le risque est de limiter la transition à une approche économique. Les décideurs n'ont pas pris conscience des enjeux et opportunités futures de la transition énergétique, alors même que les acteurs locaux sont nombreux et prêts à répondre aux enjeux, sur le territoire. »

Plusieurs Conseils de développement, de Rennes à Vitré, en passant par Fougères ou Brocéliande soulignent que la transition, de par les innovations qu'elle induit, sera à l'origine de nouveaux métiers, qui nécessitent de nouvelles formations. Une adaptation est donc nécessaire.

« Le pays rennais, et plus globalement l'Ille-et-Vilaine est connue pour sa culture du collaboratif et de l'engagement. Des collectivités, associations, entreprises et citoyens s'inscrivent comme pionniers sur les questions de la transition énergétique et écologique. Il y a donc sur le bassin rennais un terreau très favorable pour innover dans de nouvelles formes de développement, moins énergivores et gourmandes en matières premières, plus respectueuses de l'environnement, et collaboratives. »



Ainsi, pour le CODESPAR, le développement de nouvelles formes d'actions collectives, transversales, collaboratives et territoriales constituent un véritable enjeu pour entamer une transition.

La nécessité de cette approche globale et collective est soulignée par d'autres territoires à l'instar de

Brest :

« Les enjeux climatiques et énergétiques doivent être pris en compte dans l'ensemble des politiques publiques d'aménagement et de développement de façon à respecter les objectifs (3x20) par rapport à 1990 : -20% de GES, -20% de consommation d'énergie, 20% d'énergies renouvelables de façon à ne pas atteindre un réchauffement global au-delà de 2 °. »

Ou encore de **Saint-Brieuc :**

« la transition nécessite une appréhension globale et donc une acculturation forte. La préservation des ressources vient souvent, a priori et à court terme, percuter d'autres enjeux locaux ; par exemple, implantation d'une entreprise versus préservation de la biodiversité, ou de terres agricoles. »

Ainsi, pour le Conseil de développement de l'agglomération briochine et du pays de Saint-Brieuc, plusieurs outils pourraient accompagner cette transition : le développement d'une vision prospective, l'accompagnement de la créativité, le développement de nouveaux indicateurs de richesse,...



DE NOMBREUSES INITIATIVES, DANS TOUS LES TERRITOIRES BRETONS

Face à cette diversité d'enjeux identifiés, les Conseils de développement ont repéré sur leurs territoires, de multiples initiatives qui concourent d'ores et déjà à la transition. Collectives ou individuelles, publiques ou privées, formelles ou informelles, elles sont nombreuses et diverses.

Ces actions, dans leur diversité, contribuent à la prise de conscience et au changement, même s'il n'y a pas toujours de politique conscientisée sur le changement climatique.

Elles sont ici listées, par territoires.

Dans le pays de Fougères

Des projets autour de l'énergie et du bâtiment :

- Boucle Energie Locale sur Coglais Communauté Marches de Bretagne
- Projet ECOBATYS, pôle performance de l'écoconstruction sur le Pays de Fougères
- Projet de Plateforme Locale de Rénovation de l'Habitat sur le Pays de Fougères

Dans le pays du Centre Ouest Bretagne

Actions menées par le Pays en faveur de la transition énergétique et écologique

Menées par le Pays

- Favoriser l'approvisionnement des professionnels de l'alimentaire/cantines en produits locaux pour réduire l'impact écologique sur le territoire, et favoriser une économie locale

- Travailler la gestion et la valorisation des paysages, pour maintenir un cadre environnemental spécifique tout en générant une plus-value économique (activités touristiques, bois énergie...).
- S'appuyer sur des ressources locales (bois) pour tendre vers la transition énergétique et développer une économie locale
- Animation et promotion des filières de l'écoconstruction (D de l'écoconstruction, critères d'écoconstruction, Bois construction, terre crue, ardoise...)

Menées par l'ALECOB (Agence Locale de l'Energie)

- Accompagnement des maîtres d'ouvrage (privés et public) ;
- Accompagnement des communes à la réduction des consommations (Conseil en Energie Partagé)
- Dispositif de lutte contre la précarité énergétique ;
- Promotion des circuits courts ;
- Animations scolaires ;
- Accompagnement des bailleurs sociaux sur la maîtrise de l'énergie auprès des locataires.

Des actions se retrouvent également au niveau communautaire sur le territoire notamment avec le PCET volontaire de Roi Morvan Communauté, la Boucle Energétique Locale de Poher Communauté.

ACTIONS ENVISAGEES DANS LE CADRE DU LABEL TERRITOIRE A ENERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE

Structuration d'une filière bois durable sur le COB

Objectifs :

- Avoir une meilleure connaissance de la ressource boisée, bocagère et forestière, et de ses acteurs



- Favoriser l'interconnaissance entre acteurs de la filière eux-mêmes, et avec les élus.
- Aboutir à une analyse concertée sur l'état de la filière.
- Proposer un plan d'actions partagé sur la structuration de la filière.
- Communiquer sur les enjeux de la filière bois pour le territoire.
- Accompagner la structuration d'une filière bois.
- Positionner le Pays COB comme un territoire novateur, précurseur dans l'animation de la filière bois à l'échelle d'un Pays (travail en partenariat avec l'interprofession régionale)

Rénovation de l'éclairage public sur différents secteurs du Pays : il s'agit de rénover l'éclairage public des communes du territoire et tendre vers une économie d'énergie de 50 % sur l'éclairage public.

SkolSperdek : le projet vise à faire de certaines écoles du territoire des bâtiments exemplaires et un support d'information pédagogique pour les enfants et la population.

Les bâtiments doivent tendre vers l'autonomie énergétique et/ou le 100% énergie renouvelable.

Dans le pays d'Auray

Plusieurs actions menées par des collectivités :

La Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique doit lancer son Plan Climat Energie Territorial (PCET) .

Plusieurs communes ont réalisé ou lancé la réalisation d'agendas 21, dans lesquels les problématiques citées peuvent apparaître.

Le CPIE de Belle-île pilote aussi des actions relatives à l'énergie, notamment en terme d'habitat.

Dans le pays de Guingamp

5 grandes actions portées par de multiples acteurs sur le territoire :

- **l'accompagnement aux économies d'énergie** dans le parc existant avec le travail d'appui et de conseil aux particuliers et aux collectivités porté par LE PETR DU PAYS DE GUINGAMP à travers l'espace info-énergie et le conseil en énergie partagé ; et plus largement une réflexion sur l'opportunité de constituer une plateforme locale de rénovation de l'habitat.

- **le développement d'énergies renouvelables** avec la mise en place de réseaux de chaleurs et de structuration de filière bois-énergie. La mise en place de réseau hydroélectrique à l'échelle d'un bâtiment culturel « le petit écho de la mode » porté par LE LEFF COMMUNAUTE ;

- **des achats et investissements responsables** pour diminuer l'empreinte écologique avec notamment la réalisation d'un guide sur les circuits-courts alimentaires réalisé par le FORUM CITOYEN LEFF AR MOR, l'accompagnement à l'introduction des produits locaux à faible impact environnemental dans les restaurants scolaires porté par le SMEGA ;

- **l'incitation à une mobilité différente** avec le développement de transport à la demande ou de transport collectif comme « allo'tad » ou « axeobus » respectivement portés par la CdC de LANVOLLON-PLOUHA et GUINGAMP COMMUNAUTE, avec le développement de l'intermodalité à travers le Pôle d'Echanges Multimodal de Guingamp ;

- **l'accompagnement éducatif et culturel** pour responsabiliser les acteurs du territoire avec notamment un centre de ressources et de développement de l'éducation populaire LE PALACRET- collectif associatif tourné autour du développement durable et culturel-, les actions de sensibilisation autour de l'eau du CENTRE REGIONAL D'INITIATION A LA RIVIERE, de



l'environnemental par le REEB ou encore la création d'un outil d'empreinte écologique réalisé par le CONSEIL DE DEVELOPPEMENT.

Dans le pays de Morlaix

Des actions ont été engagées par certaines collectivités locales : ainsi la commune de Pleyber-Christ a mis en place une filière bois-énergie, utilisée notamment pour le chauffage des bâtiments publics.

Sur les 61 communes du pays de Morlaix, dix adhèrent à BRUDED, un réseau de collectivités rurales et urbaines engagées dans le développement durable.

Morlaix Communauté établit un Plan Climat et sensibilise également à la réduction des déchets. (Forum zéro déchet / zéro gaspillage le 22/10/2015)

Toutefois certaines initiatives restent peu connues, comme les possibilités offertes dans la réhabilitation des logements.

Une partie de la population s'est engagée dans la réflexion et les petites actions concrètes, comme en témoignent la progression de la vente directe, du compostage et du covoiturage ainsi que le succès du salon de l'éco-habitat à Sainte-Sève.

Diverses associations comme l'ADESS, la coopérative citoyenne de Morlaix, ou encore l'ULAMIR-CPIE ont organisé des ateliers sur les thèmes liés à la transition écologique avec une participation de professionnels, d'élus, de citoyennes et citoyens impliqués.

Le projet de monnaie locale complémentaire vise à favoriser et mettre en valeur les initiatives positives sur le plan social, éthique et environnemental tout en renforçant les circuits courts. C'est avec un objectif similaire qu'intervient le réseau Cohérence, qui propose notamment un « agenda 21 des familles et du citoyen »

À St-Martin-des-Champs, la SAS Cellaouate produit un isolant thermique utilisé dans le bâtiment, provenant du recyclage de journaux. Elle a pour cela mis en place un réseau de collecte dans les établissements scolaires et auprès d'associations, permettant à ces structures partenaires de tirer un bénéfice de leur action de tri et de recyclage.

C'est à Morlaix que le magazine « Bretagne Durable » a été créé par une association transformée en SCOP par la suite, l'action associative se prolongeant en proposant une plateforme web <http://www.eco-bretons.info/>

Dans le pays de Vannes

La mission énergie composée d'un Espace Info Energie et d'un Conseil en Energie Partagée fonctionne depuis 2010. Cette mission organise entre autres, des Matinales de l'Energie à l'attention des élus et agents du territoire. Ces matinales sont l'occasion de rencontres entre les participants et de repérages de bonnes pratiques.

La mission énergie du GIP Pays de Vannes a pour principale mission : le conseil aux particuliers et en direction des communes en matière d'économie d'énergie.

Par ailleurs, l'opération RENOV'EE de Vannes Agglo permet d'aider les propriétaires dans leurs travaux de rénovation.

Le parc naturel régional du golfe du Morbihan travaille également sur le risque de submersion et les changements climatiques. La démarche du projet de PNR est bien de construire avec ses partenaires une proposition de développement du territoire qui recherche en permanence et aussi pour l'avenir un objectif d'équilibre entre l'économique, le social et l'environnement. Aujourd'hui, cet équilibre se traduit dans la notion de développement durable, qui pour le territoire du Golfe prend une signification toute particulière et constitue le ressort fondamental de sa stratégie de développement.

Des acteurs associatifs contribuent également à la transition. C'est par exemple le cas de l'association Les Robins des Benes qui poursuit deux missions principales : éviter le gaspillage en donnant une seconde vie aux objets collectés et être solidaire en permettant aux familles en difficultés de s'équiper.

Café repair/Labo du Nautilus : le Labo se transforme en atelier de réparation et des gens de métier, électriciens, couturières, mécaniciens sont là pour vous aider à réparer tout ce que vous avez à réparer, gratuitement. Outils et matériel sont également disponibles sur place. On apporte au Repair Café les choses en mauvais état qu'on a chez soi. Grille-pain, lampes, sèche-cheveux, vêtements, vélos, jouets, vaisselle... tout ce qui ne marche plus est bienvenu pour une seconde vie.

Des habitants du pays de Vannes, ainsi que des collectivités sont également impliqués dans la coopérative Enercoop, une coopérative régionale composée de 160 sociétaires environ qui fournit à quelques 1600 clients de l'électricité issue à 100% d'énergies renouvelables.

Dans le pays de Vitré

Plusieurs initiatives et actions sont menées dans le territoire, par différents acteurs : les deux EPCI à fiscalité propre formant le Pays, le Pays, la Chambre d'Agriculture, des entreprises industrielles, le SMICTOM Sud-Est 35 ou encore des associations environnementales locales... Néanmoins, leurs actions ne sont pas toujours coordonnées.

La prise de conscience collective et individuelle sur nos modes de consommation et de production, a par exemple induit une mise en place de modules de formations pour le grand public et les professionnels du bâtiment

De multiples initiatives ou actions sont mises en place sur le territoire, pour sensibiliser aux économies d'énergies : opération Trak'OWatt, Plan Climat Energie Territorial, service de conseil en

énergie partagée, les animations de l'Espace Info Energie, conférences-débats, forum sur les économies d'énergies, visites d'information et de sensibilisation...

Dans le pays et la métropole de Rennes

Il y a sur le bassin rennais un terreau très favorable pour innover dans de nouvelles formes de développement, moins énergivores et gourmandes en matières premières, plus respectueuses de l'environnement, et collaboratives.

Cette dynamique autour d'une économie circulaire se retrouve chez les membres du CODESPAR, décideurs locaux représentant des réseaux d'entreprises, des syndicats de salariés et des associations. Le conseil de développement leur permet de croiser leurs regards sur des enjeux du territoire, capitaliser, partager leur bonnes pratiques et les faire savoir, pour contribuer demain à la démultiplication d'initiatives durables et collectives."

Ainsi, le CODESPAR a pu être à l'origine de la création du cluster des éco activités Ecoorigin en 2010. Il travaille également, avec les acteurs concernés, à lever progressivement les difficultés auxquelles les (co)propriétaires de bureau sont confrontés dans leurs démarches énergie. Cela peut aller de la sensibilisation des salariés et des usagers, à une meilleure gestion technique des bâtiments, voir jusqu'à un projet de rénovation.

Les collectivités locales sont également mobilisées, par exemple

- Labellisation éco cité Ville de Demain (Rennes Métropole)
- Projet d'économie sur des ZI à Réhabiliter (CC Val d'Ille)
- Ecoparc St Aubin d'Aubigné
- PCET de Rennes Métropole, élaboration du nouveau PCAET



- Plateforme d'accompagnement pour la rénovation énergétique des logements
- Boucle énergétique locale
Les entreprises sont également mobilisées sur ce territoire, par exemple au travers de :
- Concours Crisalide Eco activités (6 éditions)
- Sensibilisation des copropriétaires de logements par leurs pairs (ARMEC)
- Le Bail Vert Direction Régionale La Poste Immo
- 19 démonstrateurs et de groupes d'experts de BMA (Bretagne mobilité augmentée) qui innovent dans des pratiques de mobilité moins coûteuses, moins émettrices de gaz à effet de serre, plus dématérialisées...
- Construction de maisons à partir de conteneurs de transport maritime : B3 Ecodesign

Dans le pays du Trégor Goëlo

Le pays mène et coordonne plusieurs projets en faveur d'une transition :

- Projet Des champs à l'assiette visant à rapprocher les producteurs agricoles des consommateurs (restauration collective notamment)
- Travail sur l'évolution du trait de côte et l'impact du changement climatique sur le territoire
- Accompagnement des collectivités et des particuliers à la production énergétique de leur bâtiment (CEP et EIE)

Dans le pays de Pontivy

Dans le secteur des transports, le Conseil de développement du pays de Pontivy a très activement contribué à la sensibilisation du public et des élus à la réouverture de la ligne Auray - St Brieuc.

Des initiatives ont faveur de la production d'énergies renouvelables sont également menées, comme par exemple :

- Le développement de la filière bois
- Le projet LIGER (Locminé Innovation Gestion des Energies Renouvelables.)

Dans le pays de Saint-Malo

Des engagements ont été pris dans le projet de territoire du pays, et notamment

- Elaboration d'un programme chiffré en faveur de la rénovation du bâti, en intégrant la mise en réseau et l'implication des professionnels du secteur
- Arrêter des orientations du SCOT en faveur des économies d'énergie
- Valoriser les projets phares en termes d'éco-construction, de neuf ou de rénovation pour en faire des vitrines de promotion et d'information
- Créer une agence locale de l'énergie, en associant les collectivités, professionnels et associations
- Elaborer un plan climat énergie, à l'échelle du pays
- Réaliser un état des lieux de la ressource et des savoirs faire existants sur le territoire en matière d'énergie
- Valorisation des produits locaux
- Promotion du covoiturage

Au travers d'OPAH, de conseils en énergie partagés ou encore de plan climat énergie territorial, ou encore le développement de transport à la demande, les collectivités du territoire sont également impliquées.



Les acteurs économiques, à l'instar de la CCIT Saint-Malo Fougères prennent également part à des actions d'ampleur régionale.

Dans le pays de Saint-Brieuc

Pour répondre à ces enjeux climatiques et énergétiques, les initiatives sont multiples, et peuvent prendre des formes très différentes.

Ø La contribution des pouvoirs publics : par les orientations inscrites dans les documents de planifications et de prospectives, à l'instar du SCOT, et du SAGE, par l'accompagnement à la rénovation de l'habitat, les Agendas 21, ou encore les priorités de leurs projets de territoires, les collectivités participent et créent des outils pour faciliter les économies d'énergies.

Dans le pays de Saint-Brieuc, une opération pilote, Vir'volt, qui met en réseau la diversité des acteurs à mobiliser (artisans, particuliers, collectivités, banques,...) a ainsi été mise en place. Saint-Brieuc Agglomération a également répondu à l'appel à projet « territoires à énergies positives »

Toutefois, à elles seules, ces multiples actions publiques ne peuvent résumer les initiatives de transition. La sectorisation des politiques publiques conduit parfois à des incohérences : par exemple quand les orientations du SCOT sont contradictoires avec des décisions d'aménagement économique. Cela interroge sur le Conseil de développement sur la vision globale qu'ont effectivement les acteurs : quels critères d'évaluation transversaux ? Pour le Conseil de développement, la transition viendra aussi d'une plus grande cohérence entre les politiques publiques, à l'appui d'un projet de territoire partagée.

Ø le Conseil de développement a également porté un zoom sur quelques initiatives ou idées d'acteurs privés, qui contribuent également à la transition :

> Production citoyenne d'énergie renouvelable

> Circuits courts et mise en place d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)

> Maintien et développement de la biodiversité en ville, par le biais de jardins partagés

> Mise en place d'une monnaie locale pour encourager la production et la consommation locale

> Mise en réseau des acteurs porteurs des transitions, au sein d'un Collectif pour une transition citoyenne en pays de Saint-Brieuc

> Association Vélo Utile pour la promotion du vélo

Les entreprises et employeurs mènent également des actions volontaristes. Par exemple, certaines entreprises sont mobilisées de manière volontariste dans la rénovation thermique de leur patrimoine (la MSA par exemple).

Dans l'artisanat, les professionnels renforcent leurs compétences en faveur de la performance énergétique du bâtiment.

Dans le pays de Dinan

Le Conseil de développement, le syndicat mixte et la commission locale de l'eau ont choisi de présenter les actions et mobilisations engagées sur le territoire au travers des 6 focus retenus dans le cadre d'une étude de la section prospective du CESER.

Bien que les enjeux nationaux et bretons soient en accord avec les enjeux identifiés sur le territoire, il n'y a pas de politique conscientisée sur le changement climatique mais plutôt des actions qui contribuent à la prise de conscience et au changement.

Ce sont donc ces actions que nous avons tenté, de manière non exhaustive, de présenter et qui témoignent de la mobilisation des acteurs du Pays de Dinan sur cette question. Au-delà d'initiatives diverses, il n'y a pas eu de véritables orientations politiques en terme d'énergie et de climat.



A-Les manières de résider, construire, aménager

- Le Pays de Dinan, à travers les axes retenus dans le Contrat de partenariat 2014-2020, entend impulser et favoriser de nouvelles manières d'aménager et d'habiter
- La commune de Lanvallay va mettre en place et accompagner une démarche « BIMBY »
- La SCIC Eclis propose de nouvelles manières de penser et concevoir la requalification urbaine avec une approche globale écologique, économique et sociale (éco-construction, promotion-valorisation des matériaux bio-sourcés et premiers, formation professionnelle qualifiante, démarches de conception-réalisation intégrées et participatives,...)
- La plate-forme de rénovation de l'habitat est en phase pré-opérationnelle.
- Le Pays de Dinan a mis en œuvre un SCOT Grenelle suite à la réalisation d'un profil climat
- Deux PLUi sont en projet sur Dinan Communauté et la communauté de communes de Plancoët – Plélan ; ces EPCI de plus de 20 000 habitants devraient être amenées à réaliser un PCAET.
- La gestion quantitative et qualitative de l'eau et la préservation des zones de rétentions d'eau sont inscrites dans le SAGE Rance Frémur baie de Beussais. Même si le territoire est moins impacté que d'autres en Bretagne, la prévention des inondations et contre les submersions marines est désormais abordée au niveau local :
 - o Les communes littorales, et récemment Saint Jacut de la Mer travaillent à l'entretien des ouvrages de protection contre les submersions marines
 - o La Commission Locale de l'Eau, consciente que nous serons de plus en plus confrontés à des événements extrêmes liés aux changements climatiques, réalise un travail de concertation et d'information sur les risques d'inondations

- Un travail de collaboration entre le SAGE et le SCoT permet de mieux intégrer les enjeux de l'eau dans les politiques d'aménagement.

Les manières actuelles d'aménager ne prennent pas toujours en compte la question de la disponibilité des ressources avant le démarrage du projet, mais des acteurs s'engagent de plus en plus dans cette voie.

B-Les façons de se déplacer, organiser l'offre de mobilité

- Le Conseil de Développement mène une réflexion globale sur la mobilité. Des propositions verront le jour d'ici quelques mois. D'ores et déjà, l'objectif est d'inciter à la prise de conscience, d'informer, de favoriser l'émergence de solutions sur le territoire afin de répondre à tous les besoins de déplacements.
- Une association « Liaisons Douces » s'est créée et a pour but de favoriser les déplacements à vélo et à pied sur le Pays
- Les parents d'élèves, l'école et la commune de Plouër sur Rance ont mis en place des Pédibus et Vélibus scolaires. D'autres initiatives sont à l'étude sur le Pays en direction des établissements primaires et secondaires.
- L'Association Ferroviaire Bretagne Nord encourage les déplacements en train depuis de nombreuses années
- La commune de Lanvallay a expérimenté une navette hippomobile cet été
- La ville de Dinan, au travers d'une démarche Agenda 21, favorise les déplacements à vélo (pistes cyclables, stationnements...)
- Enfin, les aires de covoiturage, sous compétence départementale, proposent des stationnements



sécurisés pour les vélos ainsi que des bornes de recharges électriques.

- Le territoire voit le développement de l'offre de transport en général et en commun en particulier (cars, train, bus).
- Dinan Communauté réfléchit à la mise en place d'une politique Transport.

C-Les pratiques de production et d'alimentation

La production et la consommation de produits en circuits courts sont présentes et se développent :

- Plusieurs AMAP ainsi que des « ruches » sont présentes, depuis de nombreuses années sur le territoire
- Une association de producteurs et acteurs de la filière, Saveurs du Poudouvre, s'est récemment créée afin de favoriser un approvisionnement en produits locaux en direction de la restauration hors domicile telle que la restauration collective (restaurant scolaire, EHPAD, hôpital, etc.)
- En lien avec la SCIC ENR pays de Rance, des haies bocagères ont été réimplantées et le bois produit est utilisé pour le chauffage et le paillage (Breizh Bocage)
- Les SCIC Eclis et ENR pays de Rance collaborent au projet de culture et transformation de matériaux bio-sourcés pour un approvisionnement local et des alternatives agricoles.
- La commune de Lanvallay s'est inscrite dans la mise en œuvre « d'incroyables comestibles »
- De manière générale, des réflexions sur une meilleure prise en compte des sols comme milieu vivant sont en cours

D-Les modes de consommations et de production d'énergie

- Des projets citoyens de production d'énergie éolienne et photovoltaïque sont en discussion, en lien avec le réseau breton TARANIS.
- Le Pays de Dinan a mis en place un Espace Info Energie pour accompagner les particuliers dans leurs projets, informer et sensibiliser la population
- Le Centre social de Dinan réalise depuis plusieurs années des temps fort d'information sur la maîtrise des consommations et sensibilise aux bonnes pratiques
- L'adhésion d'habitants, collectivités et entreprises à la démarche Ecowatt Bretagne
- La SCIC EnR, créée au sein et grâce à la volonté du conseil de développement, fédère 100 sociétaires pour le développement d'une filière bois locale (animation et coordination auprès de ses sociétaires pour mettre en place des chaudières bois alimentant des réseaux de chaleur dans les bourgs, des agriculteurs alors autonomes en énergie; approvisionnement en bois bocage géré durablement grâce à des plans de gestion)
- La mobilisation du Club des Entreprises du Pays de Rance autour de l'énergie par la création d'une commission développement durable et la réalisation d'un diagnostic sur les consommations d'énergie au sein des 150 entreprises du CEPR

E-Les manières de travailler, produire et consommer

Sous l'impulsion de démarches individuelles : développement du covoiturage, coworking et télétravail

- Prise de conscience quant à la diminution nécessaire de la consommation du papier notamment dans les entreprises et collectivités
- L'adhésion à la démarche de Conseil en Energie Partagée, mise en place par le Pays de Dinan, qui



montre ainsi que les collectivités s'interrogent et s'intéressent à leur manière de consommer et maîtriser l'énergie

- 12 communes du Pays de Dinan, accompagnées par le SCIC ENR pays de Rance sont signataires de la convention des Maires. Dynamique impulsée dans le cadre du projet européen ENESCOM.
- Le Pôle Cristal, Centre technique spécialisé dans les technologies du Froid et du Génie climatique, crée régulièrement des procédés permettant de favoriser la sobriété des usages et de réduire l'impact écologique des équipements notamment dans le domaine des productions agricoles
- Des communes ont mis en place dans les écoles des systèmes de compostage

F- Les évolutions du vivre-ensemble, de la qualité de vie, de la santé et des manières de se divertir

- La plupart des Festivals et notamment celui de Bobital, l'Armor à sons, poursuivent chaque année leurs efforts en matière de développement durable afin de minimiser leur impact sur l'environnement
- Différents forums se sont organisés avec la participation des structures engagées dans les transitions énergétiques à Lanvallay, Dinan, Léhon, St Jacut de la Mer, Plancoët, avec les villes étapes d'Alternatiba
- Des projets pédagogiques sur les économies d'énergie, réalisés conjointement avec les écoles et communes ENESCOM, la Maison de la Rance et la SCIC ENR afin d'appréhender l'énergie de manière pratique
- Une première confé'Rance est organisée par la Commission Locale de l'Eau. Cette soirée-débat grand public permet à chacun d'appréhender les effets du changement climatique de manière concrète, de montrer que des solutions existent pour en limiter les effets et s'y adapter et inciter à l'action au quotidien

A travers cette liste, non exhaustive, des actions repérées sur le territoire du Pays de Dinan, nous avons voulu montrer combien nous sommes conscients et nous nous mobilisons de manière concrète et de multiples façons pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et de la préservation du climat. Il s'agit aussi pour nous de travailler l'adaptation de notre territoire au changement climatique.



LES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT : QUEL ROLE DANS LA TRANSITION ?

Les Conseils de développement permettent aux acteurs locaux de se réunir de débattre, de croiser leurs regards sur des enjeux du territoire, capitaliser, partager leur bonnes pratiques et les expériences. Ce faisant, ils contribuent à la démultiplication d'initiatives durables et collectives, et à la construction d'une vision partagée et durable du territoire.

En ce sens, ils peuvent donc faciliter la transition.

Les enjeux relatifs à la transition énergétique et climatique doivent encore très largement faire l'objet de sensibilisation et de pédagogie.

Les Conseils de développement peuvent jouer un rôle pour faire valoir une approche locale et prospective pour faciliter et diffuser l'appropriation de ces enjeux. En effet, ces enjeux climatiques impliquent une vision à long terme : qui, aujourd'hui, est responsable de l'intérêt collectif, et mondial, à long ou très long terme ? Cette interrogation interpelle le rapport à l'action publique.

Les Conseils de développement peuvent également jouer un rôle pour impliquer la population, et lui permettre de s'approprier les initiatives qui existent localement, en faveur de la transition.

C'est ainsi que le [Conseil de développement du pays de Vannes](#) a organisé un colloque, ouvert à tous et rassemblant la diversité de la société civile (entrepreneurs, citoyens, représentants d'associations, étudiants, élus,...) pour informer sur les enjeux, et faire émerger des propositions et des pistes d'actions.

LES ATTENTES QUANT A LA COP21 : UNE OPPORTUNITE POUR SENSIBILISER, SUSCITER, ENCOURAGER LES INITIATIVES LOCALES

Pour le **Conseil de développement du pays de Morlaix**,

s'il existe des craintes que la COP21 n'aboutisse qu'à un accord de façade, cet événement constitue une occasion réelle pour sensibiliser sur les enjeux et les opportunités offertes par une transition écologique réussie, car anticipée et non subie.

« Tout comme l'ensemble des citoyens, des entreprises, des associations, des collectivités, le CODESPAR, ses membres et ses partenaires sont en attente forte d'un positionnement clair, moteur et positif sur ce que peut apporter la transition énergétique déjà en cours aux échelles locales et mondiales.

C'est à l'échelle des territoires que la transition énergétique et écologique se joue au quotidien, mais l'impulsion nationale et les directives internationales sont indispensables pour donner un cap, des ambitions et des perspectives. »